

**Le 3 février 2016**

[Traduction]

### **Dépenses du gouvernement**

**M. Fitch** : Dans le discours du budget prononcé hier, le ministre des Finances a dit : « Nous avons constaté du gaspillage, des pertes d'efficacité et des dépenses non prioritaires, et nous les supprimerons grâce au budget. Nous avons repéré des dépenses inutiles allant de seulement quelques milliers de dollars à plusieurs millions de dollars. »

Le premier ministre nous dirait-il combien en tout son voyage de développement économique touristique à Davos, en Suisse, a coûté aux contribuables du Nouveau-Brunswick? Ce coût ne correspond-il pas à la catégorie que je viens de mentionner?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Nous nous retrouvons ici, durant la période des questions, à un moment crucial pour notre province. Hier, mon collègue, le ministre des Finances, a déposé un budget qui nous aidera, en tant que province, à avoir une situation financière nous permettant d'investir dans les priorités des gens du Nouveau-Brunswick, qui sont évidentes ; elles sont la création d'emplois, la croissance économique, la santé et l'éducation.

J'espère que nous débattons aujourd'hui de ce budget très important que nous venons de déposer. Je sais que le chef de l'opposition aimerait parler des voyages que je fais pour développer l'économie au Nouveau-Brunswick, et il y aura certainement un moment approprié pour le faire. Cela dit, je trouve aberrant que la première question du chef de l'opposition ne porte pas sur l'avenir financier et économique de notre province ; le député préfère faire de la petite politique.

[Traduction]

### **Fermeture de mine**

**M. Fitch** : J'ai cité directement le budget. J'ai cité directement le discours du budget qui parlait de gaspillage, de pertes d'efficacité et de dépenses non prioritaires.

Lorsque la fermeture de la mine de potasse à Sussex est survenue, de 430 à 450 emplois très bien rémunérés ont été perdus, ce qui touche directement les emplois et l'économie de la province. Le Conference Board du Canada a dit que cela pourrait toucher négativement le PIB d'environ 125 millions de dollars. Qui plus est, comme le maire l'a dit, la fermeture a été absolument dévastatrice, et les gens sont comme des membres de la famille. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas arrêté de frayer avec les gens riches et célèbres pour s'occuper des



gens – les bonnes gens – de la région de Sussex et leur donner du réconfort en cette période difficile?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Encore une fois, je veux dire que nous avons déposé un budget très important et que j'espère que nous allons en débattre aujourd'hui durant la période des questions.

[Traduction]

Le chef de l'opposition veut parler de ce que je fais pour tâcher de développer l'économie. Je serais, bien sûr, tout à fait disposé à en discuter, à moins que les gens d'en face n'aient pas envie de discuter d'un budget que nous estimons extrêmement important pour l'avenir de notre province.

Je pense qu'il est très important de souligner que, pendant que j'étais à Davos, je ne savais évidemment pas — aucun d'entre nous de ce côté-ci de l'Assemblée législative ne savait — que nous recevions la terrible nouvelle de ce qui s'est produit à Sussex. En fait, quand j'étais à Davos, j'ai parlé au maire. Nous avons organisé un appel téléphonique avec le maire de Sussex pour discuter de la façon dont nous pourrions travailler ensemble pour aller de l'avant.

Je trouve vraiment intéressant et presque ironique de recevoir des remontrances parce que j'étais à Davos afin de développer l'économie du Nouveau-Brunswick et que je n'étais pas sur le terrain à Sussex, tandis que le député de Sussex était dans le sud lorsque la terrible nouvelle a été annoncée. Je trouve très ironique et malheureux que le débat s'oriente de la sorte aujourd'hui.

**M. Fitch** : Le premier ministre a reçu un appel direct lundi et il a compris qu'il y avait un problème à Sussex. S'il avait obtenu des résultats lors de son voyage à Davos, nous dirions alors : D'accord, il y a des résultats. Encore une fois, lorsque nous examinons certains des résultats qui ont été obtenus en retour... Comme gouvernement, nous avons participé à des missions commerciales. Ces dernières n'ont point constitué des voyages éclair en solo pour frayer avec les riches et les célébrités.

(Exclamations.)

**Le président** : À l'ordre.

**M. Fitch** : Le premier ministre aurait pu montrer son aptitude à diriger. Il aurait pu écouter son voyage et rentrer chez lui. Le premier ministre du Québec, le premier ministre Couillard, a décidé d'agir ainsi. Il a écourté son voyage et est rentré chez lui parce qu'il savait que les gens du Québec avaient besoin de lui, car ils étaient aussi confrontés à une situation pénible et haute en émotions. Notre premier ministre a choisi les égoportraits en Suisse plutôt que les



citoyens de Sussex, ce qui renvoie directement au rôle de chef de file du premier ministre de cette province.

Quant à la prise de décisions sur la façon dont le premier ministre ira de l'avant, surtout en ce qui concerne le présent budget, quand le ministre des Finances...

**Le président :** Le temps est écoulé.

**L'hon. M. Gallant :** Nous serions très heureux d'avoir du temps pour parler de notre bilan en matière de création d'emplois et de croissance économique au Nouveau-Brunswick. Nous aimerions beaucoup comparer nos résultats avec ceux qu'ont obtenus les gens de l'opposition lorsque ces derniers étaient au pouvoir. En fait, de 2010 à 2014, nous avons constaté que la croissance économique cumulative de la province était de 0,4 %. Effectivement, au cours de deux des années pendant lesquelles le chef de l'opposition était ministre, nous avons vu l'économie se contracter au Nouveau-Brunswick.

Entre-temps, voilà ce que nous avons fait jusqu'ici. Le mois dernier, seulement trois provinces ont réussi à créer des emplois au sein de leur économie : l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick. L'année dernière, de juillet à décembre, le nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick a augmenté de près de 5 000. Pour la période allant de novembre 2014 à novembre 2015, le Nouveau-Brunswick a enregistré la deuxième croissance des salaires en importance au pays et la troisième augmentation du nombre d'emplois en importance au pays.

**M. Fitch :** Le premier ministre devrait aussi parler de la population active qui est en décroissance dans la province. Le nombre de personnes ayant quitté la population active depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir est aussi alarmant. Compte tenu de certaines des décisions stratégiques que le gouvernement actuel a prises, les gens quittent la province.

Il est intéressant que le premier ministre mentionne le taux de 0,4 %, car le gouvernement a utilisé ce taux l'année suivante pour ce qui est de la croissance dans la province. Le gouvernement actuel et les décisions qu'il a prises n'ont pas favorisé la croissance dans la province. En fait, la province a subi un coup très dur qui pourrait avoir des conséquences d'environ 125 millions de dollars sur le PIB : la fermeture de la mine de PCS à Sussex. De surcroît, les répercussions pourraient être désastreuses. La situation pourrait comporter encore plus de répercussions.

Oui, les gens du Nouveau-Brunswick, grâce aux salons de l'emploi, ont pris les devants et ont répondu à l'appel. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il même pas envisagé de rentrer chez lui afin d'être avec les gens qui avaient le plus besoin de lui à ce moment-là?

**L'hon. M. Gallant :** Pourquoi le député de Sussex n'agit-il pas de la sorte? Dans sa déclaration de député, il a parlé de choses qu'il avait entendues sur le terrain. Les a-t-il entendues pendant qu'il était dans le sud, pendant le voyage qu'il effectuait au moment de l'annonce?



Après la terrible nouvelle, nous avons demandé au vice-premier ministre de se rendre sur place pour rencontrer les familles et les gens de Sussex. Le ministre du Développement économique s'est rendu sur place. Le ministre de l'Énergie et des Mines est allé immédiatement sur place pour parler aux gens de Sussex. En fait, le vice-premier ministre a pris part à deux activités dans la région tout de suite après la nouvelle, mais le député d'en face qui représente la collectivité est resté introuvable.

J'ai appelé le maire de Sussex aussitôt que nous avons appris la nouvelle. Nous avons parlé au directeur général de PotashCorp pour savoir si nous pouvions faire quoi que ce soit. Nous visons la croissance économique et la création d'emplois. Voici l'objectif de chaque voyage que je fais ou que tout autre ministre fait : nous cherchons à assurer la croissance économique au Nouveau-Brunswick. Malheureusement, cela ne s'est jamais produit quand le député du côté de l'opposition était ministre.

**M. Fitch** : Lorsque nous songeons au passé et à ce qui s'est vraiment passé, en admettant que le premier ministre était au courant le lundi mais a attendu jusqu'au mercredi pour appeler le maire de Sussex, la différence avec les mots qu'il vient de prononcer à la Chambre est nette. Il a seulement publié un gazouillis sur le sujet le vendredi, un peu comme s'il y pensait après coup, peut-être.

Encore une fois, nous vivons une vraie situation où il fallait des qualités de chef de file. Une fois de plus, le premier ministre a choisi de rester loin et de ne communiquer avec personne. Il a eu l'occasion d'agir lors du discours sur l'état de la province. Il a eu l'occasion d'agir quand il a appris la nouvelle le lundi. Il a eu amplement l'occasion d'agir.

Je ne sais pas s'il essayait de garder secret son voyage en Suisse. Aucun avis aux médias n'a été émis avant son départ. Aucun communiqué ni entretien exclusif n'a été fait avec l'un des organes de presse. Nous avons su que le premier ministre était en voyage dans le *Globe and Mail*. Je me demande si la nouvelle du voyage a été divulguée à cause de la fermeture de la mine de Sussex. Le premier ministre ne pensait peut-être qu'à aller à Davos.

Encore une fois, le premier ministre répondrait-il à la question suivante : À quand remonte la première indication qu'il y avait des problèmes à Sussex?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Je ne suis pas certain quel était le but du préambule du député par rapport à sa question, mais je veux quand même faire quelques commentaires.

[Traduction]

En fait, j'ai côtoyé les médias assez souvent quand j'étais à Davos. Évidemment, je n'aurais pas agi ainsi si je n'avais pas cherché à faire preuve du plus de transparence possible. J'aimerais



souligner que j'ai voyagé seul quand j'étais à Davos. J'étais seul. Aucun membre du personnel — pas un seul — ne m'a accompagné, car nous voulions nous assurer de limiter les coûts.

Le député d'en face aimerait peut-être parler du voyage qu'il a fait au Brésil quand il était ministre. J'aimerais savoir combien de membres du personnel l'ont accompagné. J'aimerais voir les résultats. En fait, je sais déjà quels résultats ont été obtenus en matière de développement économique quand le député d'en face était ministre du Développement économique. Les gens de l'ancien gouvernement ont été les premiers en 40 ans à ne pas obtenir de gain net d'emplois pour l'économie. Le député d'en face aimerait peut-être nous dire qui l'a accompagné au Brésil. Il aimerait peut-être parler des voyages de Paul Robichaud en Europe. Il aimerait peut-être parler des voyages de David Alward à Boston. Je lui demande de...

**Le président :** Le temps est écoulé, Monsieur le premier ministre.

**M. Fitch :** Je serais très content de parler de mon voyage au Brésil. Savez-vous pourquoi? C'est parce que le premier ministre de l'époque était censé faire partie de ce voyage. Le premier ministre était censé prendre part à une mission commerciale, à laquelle participaient aussi un certain nombre de compagnies, mais le premier ministre a décidé de ne pas y aller en raison des émeutes dans le comté de Kent. Il fallait prendre en main la situation qui sévissait dans la province. Le premier ministre a choisi de ne pas y aller, et j'étais son remplaçant.

(Exclamations.)

**Le président :** À l'ordre.

**M. Fitch :** Le premier ministre aurait pu envoyer un remplaçant ou revenir plus tôt en raison des difficultés qui ont surgi dans la province.

Le voyage au Brésil a donné des résultats extraordinaires. RtTech, qui est bien connu au sein des médias, a élargi sa clientèle et a aussi augmenté ses exportations. CARIS, une entreprise de Fredericton, a réalisé des ventes, a élargi sa clientèle et a augmenté ses exportations. Grâce à ce voyage, des résultats concrets ont été obtenus. Il ne s'agissait pas d'un voyage en solitaire. Oui, du personnel de soutien était présent pour organiser des réunions et aller de l'avant.

Encore une fois, à quand remonte la première indication qu'il y avait des problèmes à la mine de PCS à Sussex?

[Original]

**L'hon. M. Gallant :** Je veux certainement parler des résultats du gouvernement précédent pour ce qui est du développement économique.



[Traduction]

De 2006 à 2014, le taux de croissance au Nouveau-Brunswick était de 2 %, comparativement à 4 % pour le Canada atlantique. De 2006 à 2014, nous avons affiché le pire taux de croissance du pays. Les gens de l'ancien gouvernement tenteront probablement d'imputer le tout à la période allant de 2006 à 2010, mais les statistiques montrent que le taux de croissance était de 0,4 % de 2010 à 2014, soit le pire taux de toutes les années entre 2006 et 2014.

Je ne peux pas croire que nous prenons la parole ici aujourd'hui, que nous discutons de choses et d'autres, mais que le chef de l'opposition ne se concentre pas sur le budget, lequel est très important. Je ne peux pas croire que je suis le premier ministre qui vient de présenter un budget, mais que nous n'en parlions pas, à ma grande surprise. Je suis encore plus abasourdi du fait que les gens de l'ancien gouvernement veulent parler de leur bilan en matière de développement économique et le comparer au nôtre.

[Original]

## Hôpitaux

**M<sup>me</sup> Dubé** : Ce ne sera certainement pas une surprise pour le ministre de la Santé de voir que je me lève pour poser des questions, étant donné que le budget a été déposé hier. Même si le premier ministre a dit que le secteur de la santé serait protégé, je me dois de demander ceci au ministre de la Santé : Les 99 lits, entre autres, seront-ils également protégés? Seront-ils éliminés?

**L'hon. M. Boudreau** : Écoutez, la députée d'Edmundston—Madawaska-Centre essaie de faire peur aux gens d'Edmundston depuis quelques semaines maintenant. Pourtant, j'ai répondu à cette question par l'intermédiaire des médias à maintes et maintes reprises. Je veux rappeler à la députée que la décision qui a été prise lors du dépôt du budget par mon collègue, le ministre des Finances, hier, est due au fait que nous avons écouté la population du Nouveau-Brunswick.

La population de cette province a été très claire envers notre premier ministre et notre gouvernement : Elle voulait protéger les secteurs des soins de santé, de l'éducation et de la petite enfance.

Nous avons entendu ce message et, hier, nous avons déposé un budget qui va nous permettre de protéger ces secteurs qui sont chers aux gens du Nouveau-Brunswick. Cela ne veut pas dire que les systèmes sont parfaits ; il y a certainement des améliorations qui peuvent y être apportées.

[Traduction]

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.



[Original]

**M<sup>me</sup> Dubé** : Directement et sans ambages, je vais poser au ministre la question suivante : Les 99 lits dont l'élimination était prévue par le réseau de santé sont-ils maintenant protégés? Cette élimination est-elle chose du passé? Les lits qui ont été éliminés à l'Hôpital régional d'Edmundston seront-ils par conséquent de nouveau disponibles pour servir la population?

**L'hon. M. Boudreau** : J'ai pensé qu'il était important de remettre la question dans son contexte, et c'est pour cela que j'ai voulu prendre le temps d'expliquer comment a été élaboré le budget déposé hier. Toutefois, comme je l'ai déjà dit à maintes et maintes reprises à la députée d'en face, et comme l'a dit à maintes et maintes reprises ma collègue, la députée de la région, aux gens de sa circonscription, il s'agissait d'une situation temporaire en attendant que soit déposé le budget. Le déroulement des événements a fait en sorte que nous nous sommes retrouvés dans une situation temporaire, mais je pense que nous avons été très clairs à cet égard. Le premier ministre et mon collègue, le ministre des Finances, ont très clairement dit que nous ne verrons pas d'élimination de lits, de fermeture d'hôpitaux ou de réorganisation importante dans les hôpitaux.

Cependant, cela ne veut pas dire que notre système de soins de santé est parfait. Nous allons certainement travailler avec la Société médicale du Nouveau-Brunswick et avec Croix Bleue Medavie à différents projets pour augmenter et améliorer les soins primaires. Toutefois la réponse est : Les lits demeureront en place.

[Traduction]

**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

[Original]

**M<sup>me</sup> Dubé** : Merci, nous avons une réponse claire. Maintenant, j'aimerais poser la question suivante au ministre : Ce message a-t-il déjà été envoyé? Les lits sont-ils mis à la disposition des gens aujourd'hui même? J'ai des questions en ce qui concerne les soins primaires, parce que beaucoup de choses s'en viennent également, mais nous reviendrons sur le sujet plus tard.

**L'hon. M. Boudreau** : Il est certain qu'il faut avoir du temps pour réagir ; le budget a été déposé hier. L'ancienne ministre connaît très bien le fonctionnement. Les deux réseaux de santé, Vitalité et Horizon, ont soumis des plans de travail qui doivent être approuvés par le gouvernement. Dans une certaine mesure, ces plans de travail vont à l'encontre de la direction que veut prendre le gouvernement. Oui, nous allons demander aux deux réseaux de santé de retravailler leur plan d'activités et de nous les présenter de nouveau dans leur forme révisée. Le premier ministre et le ministre des Finances ont clairement dit que nous n'allons pas éliminer des lits, fermer des hôpitaux ou restructurer des hôpitaux. Les réseaux de santé seront donc obligés de revoir leur plan d'activités et de le soumettre de nouveau pour approbation. Il faudra



certainement une période de temps pour faire ces ajustements. Cela dit, l'élimination des lits était temporaire, et ces lits seront de nouveau disponibles éventuellement.

[Traduction]

**Le président** : Je rappelle les députés à l'ordre.

## Pipeline

**M. Stewart** : Le 14 octobre 2014, le premier ministre Gallant a rencontré le premier ministre de l'Alberta et a dit qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour veiller à ce que le projet Oléoduc Énergie Est se rende au Nouveau-Brunswick. Un mois plus tard, le 24 novembre, il a rencontré la première ministre de l'Ontario, a fait volte-face et a accepté les conditions restrictives établies par l'Ontario. Il s'agit de conditions qui, tout le monde sauf le premier ministre semble le comprendre, entraîneront plus de délais de coûts dans le projet d'Énergie Est, ce qui est précisément arrivé.

Le premier ministre dirait-il à la Chambre quel est son plan pour réparer les dommages qu'il a causés dans le dossier d'Énergie Est et ce qu'il fait avec ses amis libéraux fédéraux pour mener à bien ce projet?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Il est très important que nous travaillions ensemble afin de nous assurer que le projet Oléoduc Énergie Est se rendra de l'ouest du Canada à Saint John, ici, au Nouveau-Brunswick. C'est la raison pour laquelle nous étions très fiers, lorsque nous étions à l'opposition, d'appuyer une motion avec le gouvernement de l'époque, celui de David Alward, pour dire notre appui à ce projet.

Il est important de démontrer que, en tant que province, nous travaillons ensemble et que ce dossier n'a pas à être un sujet politique. Il faut démontrer que nous allons travailler ensemble pour que des emplois soient créés dans le cadre du projet Oléoduc Énergie Est. Il faut aider l'industrie pétrolière, qui est très importante pour l'économie du Nouveau-Brunswick.

Il est malheureux d'entendre le député de l'opposition essayer de dire que nous ne travaillons pas avec acharnement à nous assurer que nous aurons les emplois qui seront créés par le projet Oléoduc Énergie Est ; je peux vous dire que c'est exactement ce que nous faisons.

[Traduction]

**M. Stewart** : Le premier ministre prétend qu'il appuie le projet Oléoduc Énergie Est. Le problème est qu'il a aussi dit qu'il appuyait sans réserve le projet de la mine Sisson ; pourtant, il n'y a rien qui se passe dans ce projet. Le premier ministre a déclaré qu'il appuyait le terminal d'exportation GNL et qu'il y travaillait fort. Il n'y a rien qui se passe là non plus. Le premier





ministre a déclaré qu'il appuyait l'usine d'engrais à Saint John, et il n'y a rien qui se passe là. À l'heure actuelle, nous voyons le projet Oléoduc Énergie Est faire du surplace, en partie en raison des mesures du premier ministre qui ont donné lieu à des retards et à des coûts additionnels. Le premier ministre nous dirait-il si, en ce qui concerne les quatre grands projets en matière d'énergie et de mines qu'il prétend appuyer dans la plateforme libérale de 2014, nous pourrions voir quelque chose se réaliser cette année?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Nous ne pouvons pas dire plus clairement que nous voulons développer nos ressources naturelles et nos projets énergétiques de façon responsable.

Je pense qu'il est très malheureux d'entendre le député de l'opposition essayer de faire accroire aux gens du Nouveau-Brunswick aujourd'hui que nous n'appuyons pas le projet Oléoduc Énergie Est. Nous disons très clairement depuis des années que nous l'appuyons, mais nous voulons nous assurer que les choses sont faites de façon sécuritaire. Nous voulons nous assurer que le Nouveau-Brunswick, toutes les provinces et même le gouvernement fédéral travaillent ensemble à combattre les changements climatiques. Cela dit, nous appuyons ce projet, qui nous aidera à stimuler l'économie au Nouveau-Brunswick et partout ailleurs au pays.

Je pense qu'il est très malheureux d'entendre le député de l'opposition essayer de faire accroire aux gens du Nouveau-Brunswick n'importe quoi d'autre que le fait que notre gouvernement appuie entièrement le projet Oléoduc Énergie Est.

Je suis surpris de devoir rappeler à l'opposition qu'un budget a été déposé hier. Si les parlementaires du côté de l'opposition ont des questions concernant le budget, nous serons très fiers d'y répondre.

[Traduction]

**M. Stewart** : Il ne s'agit pas de dire que vous appuyez le projet et d'être claire. Il s'agit de ce que vous faites pour le concrétiser. Le premier ministre est en fonction depuis moins d'une année et demie. Il est de plus en plus évident que le gouvernement a détruit toute possibilité que nous avions en matière d'énergie et de mines. Aucun nouveau projet ne va de l'avant. Même un pilier comme PotashCorp a fermé boutique. Selon les nombreuses rumeurs, la rencontre avec Glencore visait à discuter de l'avenir précaire de la fonderie de Belledune. Bien entendu, la première victime du premier ministre a été l'industrie du gaz naturel qui a été anéantie aux mains du gouvernement libéral. Assurément, le premier ministre reconnaît son échec dans le dossier du projet Oléoduc Énergie Est et dans le secteur de l'énergie et des mines. Que fera le premier ministre pour remplacer les 8 milliards de dollars que le secteur était prêt à investir au Nouveau-Brunswick il y a à peine deux ans, lorsque nous étions au pouvoir?

**L'hon. M. Gallant** : Nous nous employons à créer des emplois et une croissance économique, et c'est pourquoi nous appuyons le projet Oléoduc Énergie Est.



C'est vraiment ironique que le député d'en face demande ce que nous faisons juste après que le chef de l'opposition m'a critiqué d'être allé à Davos. Savez-vous qui j'ai rencontré à Davos? J'ai rencontré des gens de Glencore et de Repson, soit des cadres supérieurs des deux entreprises. Nous avons parlé de veiller à ce que nous puissions mettre en valeur nos ressources naturelles et nos projets d'énergie au Nouveau-Brunswick. Nous avons parlé du potentiel du GNL et de certains des projets miniers. J'ai rencontré d'autres personnes pour parler du projet Oléoduc Énergie Est. C'est tout simplement ironique que les députés d'en face demandent ce que nous avons fait à propos de ces dossiers alors qu'une des raisons de mon voyage à Davos était de rencontrer certaines de ces personnes afin de faire progresser les projets. Pourtant, les gens d'en face ne font que critiquer.

En raison des questions de l'opposition, c'est vraiment positif que les députés d'en face appuient manifestement notre budget, et cela à juste titre, vraiment à juste titre.

**Le président :** À l'ordre.

### **Systeme de soins de santé**

**M. Coon :** Je veux parler du budget. Dans le discours du budget, le ministre des Finances a annoncé que des négociations étaient en cours avec Croix Bleue Medavie pour organiser, comme il l'a dit, « un service communautaire de soins de santé primaires amélioré. » Ma question s'adresse au ministre de la Santé. Peut-il confirmer qu'il a l'intention de transférer à Croix Bleue Medavie la responsabilité et la gestion du joyau de la couronne de notre système de santé publique, c'est-à-dire le Programme extra-mural?

**L'hon. M. Boudreau :** L'annonce d'hier indiquait simplement qu'un protocole d'entente avait été signé avec Croix Bleue Medavie. Nous explorons des possibilités avec celle-ci, comme nous explorons des possibilités avec la Société médicale du Nouveau-Brunswick. Un protocole d'entente a aussi été signé avec cette dernière. Les deux projets ont vu le jour séparément. Toutefois, les deux projets concordent très bien puisqu'ils nous permettent vraiment de relever certains des défis qui se posent au sein de notre système de soins primaires, de passer des soins de courte durée aux soins primaires et de renforcer la capacité communautaire au chapitre des soins de santé primaires, des soins à domicile et des soins palliatifs.

Il reste encore beaucoup de travail à faire en ce qui concerne les deux projets. De nombreuses discussions doivent toujours avoir lieu. Nous ferons aussi participer les deux régies régionales de la santé. Nous les intégrons à la discussion. Le tout progresse de façon très positive.

**Le président :** Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

**M. Coon :** La question que j'ai posée visait à savoir si le ministre avait l'intention ou non de confier l'exploitation du Programme extra-mural à Croix Bleue Medavie et portait sur le contenu du protocole d'entente. Pas plus tard qu'hier, j'ai appris que sept membres du personnel infirmier des services extra-muraux affectés au service des urgences et au service de



consultation externe de l'Hôpital régional de Saint John avaient reçu leur avis de cessation d'emploi dont la date était fixée au 31 mars. Le protocole d'entente vise-t-il à confier à Croix Bleue Medavie l'exploitation du Programme extra-mural?

**L'hon. M. Boudreau :** Malheureusement, le député d'en face mélange différents dossiers qui n'ont aucun lien entre eux. En ce qui concerne le projet relatif à Croix Bleue Medavie, nous explorons une possibilité. Aucune décision n'est définitive, mais nous explorons la possibilité de regrouper le Programme extra-mural, le programme Ambulance Nouveau-Brunswick et le programme Télé-Soins 811 dans une seule compagnie du secteur public qui serait gérée par Medavie. Le tout serait très semblable à l'organisation actuelle d'Ambulance Nouveau-Brunswick, mais avec l'ajout des deux autres éléments. Nous croyons que le projet en question, jumelé au projet auquel nous travaillons avec la Société médicale du Nouveau-Brunswick, pourrait vraiment transformer la façon dont les gens du Nouveau-Brunswick reçoivent des soins primaires et pourrait vraiment cibler les gens qui utilisent le plus le système.

**M. Coon :** Le transfert des fonctions publiques au secteur privé mine la capacité du gouvernement à servir le bien public. Nous verrons la qualité des soins se détériorer au profit des intérêts de Croix Bleue Medavie si le Programme extra-mural devient au bout du compte sa responsabilité.

Le premier devoir du ministère de la Santé est de veiller au mieux-être des gens du Nouveau-Brunswick. Il s'agit d'une obligation morale envers les gens de la province que Croix Bleue Medavie n'est pas tenue de respecter. Quelle preuve a le ministre que la privatisation des services extra-muraux de notre système de soins de santé public favorisera une meilleure prestation de services aux gens du Nouveau-Brunswick qui ont régulièrement besoin de soins de santé chez eux?

**L'hon. M. Boudreau :** Encore une fois, je veux indiquer clairement au député d'en face que le projet avec Medavie et le projet avec la Société médicale ne sont pas chose faite. De nombreuses discussions doivent toujours avoir lieu. Nous devons maintenant communiquer avec les régies régionales de la santé. Nous devons faire participer à la discussion les autres professionnels de la santé.

Voilà des projets qui, ensemble, pourraient vraiment transformer la façon dont les soins primaires sont dispensés dans la province. Nous serions perçus comme un chef de file à l'échelle nationale. Le tout s'inscrit dans le cadre de la transition visant à privilégier la prestation de soins primaires et le renforcement des capacités communautaires plutôt que les établissements de soins de courte durée.

Pour que ce soit bien clair, il s'agirait d'une compagnie du secteur public. Les membres du personnel concernés seraient toujours des employés du gouvernement et des membres du même syndicat. Les membres du personnel conserveraient les mêmes avantages. Le tout serait géré par Medavie, tout comme l'est le programme d'ambulance à l'heure actuelle.



[Original]

## Industrie forestière

**M. Savoie** : Monsieur le président, je veux vous souhaiter la bienvenue à la Chambre, ainsi qu'au ministre des Ressources naturelles et à ses collègues.

[Traduction]

Les économistes qui s'expriment au sujet de l'économie du Nouveau-Brunswick semblent tous convenir que notre secteur forestier est l'unique phare dans une situation autrement sombre. Le budget d'hier — le document budgétaire, pour satisfaire le premier ministre — montre que le gouvernement prévoit une baisse de 19 millions de dollars pour ce qui est des redevances sur le bois. Je trouve que le chiffre est déconcertant, et, bien entendu, des coquilles se glissent parfois dans le texte. Le ministre des Ressources naturelles aurait-il l'obligeance de donner à la Chambre des précisions à cet égard? Le gouvernement Gallant s'attend-il vraiment à une baisse de 19 millions de dollars au chapitre des redevances sur le bois par rapport aux prévisions de l'année dernière?

[Original]

**L'hon. M. D. Landry** : Je veux moi aussi souhaiter la bienvenue à mes collègues d'en face.

C'est certain que, lorsque nous parlons d'une diminution des recettes dans la province, ce n'est pas une bonne nouvelle. Cela étant dit, comme l'a exprimé mon collègue d'en face, l'industrie forestière occupe une place des plus importantes dans la province. En même temps, c'est une industrie qui traverse des moments difficiles, et ce, en raison du marché mondial. La raison pour laquelle il y aura moins de recettes en ce qui a trait aux redevances, c'est que moins de bois sera coupé que ce qui était prévu dans le budget précédent.

Lorsque le gouvernement précédent avait parlé d'un plan stratégique pour le secteur forestier, il avait augmenté le volume de bois à couper. Cette année, malheureusement, la totalité de ce bois ne sera pas coupée.

[Traduction]

**M. Savoie** : Il est rafraîchissant de voir un ministre du côté du gouvernement qui est prêt à fournir des réponses de façon sincère et transparente. Je lui en suis vraiment reconnaissant. Cela n'arrive pas trop souvent. J'aimerais demander au ministre des Ressources naturelles s'il a accompli des progrès quant à la version définitive de la stratégie sur les forêts. Je sais que le premier ministre a pris un engagement électoral vague. Je crois comprendre que le ministre a rencontré de nombreuses parties prenantes à diverses occasions. Le ministre a-t-il une date cible pour mettre au point la stratégie sur les forêts une fois pour toutes?



[Original]

**L'hon. M. D. Landry** : C'est certain que le processus de révision du plan stratégique de l'ancien gouvernement est beaucoup plus lent que je ne l'aurais pensé. Toutefois, nous rencontrons encore des groupes.

Nous sommes au courant du fait que, présentement, l'industrie forestière mondiale ne se porte pas aussi bien que tout le monde pourrait le penser. Regardons ce qui se passe aujourd'hui dans les cours de nos scieries. Dans le cas des scieries, l'industrie s'était préparée en prévision d'une relance du marché. Beaucoup de bois a été acheté des offices de commercialisation et beaucoup de bois a été coupé sur les terres de la Couronne. En un mot, tout allait bien.

Actuellement, le problème est que l'industrie s'attendait à une relance du marché, mais ce dernier ne reprend pas de la vigueur comme prévu. Alors, présentement, les scieries se retrouvent avec beaucoup de bois de construction qui ne s'écoule pas sur le marché. En plus, elles ont tout le bois qu'elles avaient acheté, ce qui occasionne des problèmes.

À ce moment-ci, nous sommes en train de regarder à ce que nous pouvons faire pour aider l'industrie. La date butoir pour la remise de ma révision du plan stratégique pour l'industrie forestière n'a pas encore été déterminée.

[Traduction]

**Le président** : Le temps consacré aux questions orales est écoulé.

